



Communiqué

Pour diffusion immédiate

le 7 décembre 2020

Vérificatrice générale : Les adultes ayant une déficience intellectuelle sont confrontés à une augmentation des temps d'attente pour obtenir des services en Ontario

(TORONTO) La rapidité, la pertinence et la rentabilité des services de soutien offerts aux adultes ayant une déficience intellectuelle doivent être améliorées, affirme la vérificatrice générale de l'Ontario, Bonnie Lysyk, dans son *Rapport annuel 2020*, publié aujourd'hui.

« L'attente moyenne est de plus de huit mois avant que les besoins soient évalués, note Madame Lysyk. De même, le ministère Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires (le Ministère) ne mesure pas l'efficacité des services de soutien offerts par les organismes, ou les résultats pour les clients. »

L'audit a révélé que le Ministère ne vérifie pas le nombre de personnes pour lesquelles les 316 organismes bénéficiaires de paiements de transfert sont payés pour offrir leurs services. Il a également mis au jour des cas où les organismes ont surestimé le nombre de bénéficiaires qu'ils desservent.

Le Rapport précise que 11 organismes de services administrent également le programme Passeport du Ministère, qui fournit une aide financière directe à plus de 52 500 adultes ayant une déficience intellectuelle pour qu'ils achètent leurs propres services de soutien. Le nombre de personnes en attente d'une aide financière aux termes du programme Passeport a augmenté de 32 %, passant de plus de 14 800 en 2015-2016 à près de 19 500 en 2019-2020. Le financement accordé à ce programme est passé de 184,6 millions de dollars en 2015-2016 à 434,1 millions en 2019-2020.

« Nous avons constaté que malgré la demande pressante exercée sur les ressources, certains clients du programme Passeport et leurs aidants naturels ont été remboursés pour l'achat de billets d'événements de sport professionnel et de concerts, déclare Madame Lysyk, et ce, pendant que d'autres clients attendaient une aide financière pour acheter des soutiens essentiels, comme des services de formation professionnelle et des services de relève pour aidants naturels. »

Le Rapport mentionne également que le nombre de personnes en attente de services de soutien offerts par des organismes après avoir reçu une évaluation de leurs besoins a augmenté de 80 %, passant de près de 19 000 en 2015-2016 à près de 34 200 en 2019-2020. De plus, il existe des différences régionales à l'échelle de la province et le nombre de personnes en attente a augmenté de plus de 100 % dans certaines régions.

L'audit a révélé que les listes d'attente se sont allongées malgré l'augmentation du financement au cours de cette période. Le financement ministériel des programmes de services de soutien aux personnes ayant une déficience intellectuelle a augmenté de 49 % au cours des cinq dernières années, passant de 578,7 millions de dollars en 2015-2016 à 859,4 millions en 2019-2020.

-30-

Renseignements :
Bonnie Lysyk
Vérificatrice générale
(647) 267-9263

Pour lire le rapport, visitez www.auditor.on.ca

 @OntarioAuditor

Contexte et autres constatations

- Environ 1 % des Ontariens ont une déficience intellectuelle; il s'agit d'un trouble permanent qui influe sur le développement intellectuel, social et(ou) comportemental d'une personne.
- Neuf organismes de services sont désignés comme bureaux des Services de l'Ontario pour les personnes ayant une déficience intellectuelle (SOPDI) responsables de la prise en charge des demandeurs de services de soutien, ce qui comprend la confirmation de l'admissibilité des demandeurs et l'évaluation des besoins en matière de soutien.
- Après l'examen de certaines inspections effectuées par le Ministère auprès d'organismes de services, l'audit a révélé un certain nombre de graves préoccupations récurrentes, comme l'entreposage inadéquat des médicaments et l'omission de fournir aux clients et au personnel la formation requise pour prévenir, repérer et signaler les mauvais traitements dans les délais prescrits. Les organismes visés n'ont subi aucune conséquence pour ces problèmes récurrents.
- Les titres de compétence des psychologues et des associés en psychologie ne sont pas vérifiés, malgré le recours à leurs évaluations pour déterminer l'admissibilité aux services de soutien.
- Les niveaux de service fournis par les organismes de services dans les cinq régions desservies par le ministère des Services à l'enfance et des Services sociaux et communautaires sont incohérents et nous avons noté des différences importantes au chapitre des coûts de ces services.
- Le Ministère ne vérifie pas l'information contenue dans les rapports fournis par les organismes de services, et nous avons relevé des cas où le nombre de personnes desservies était surestimé.
- En raison d'un changement de politique, nous avons déterminé que le Ministère finance chaque année les clients du programme Passeport pour un total d'au moins 8,4 millions de dollars de plus que leurs besoins évalués, et que les clients ayant les besoins les plus grands attendaient plus longtemps pour obtenir une aide financière supplémentaire.